

**RESTRUCTURATION D'UN PLANCHER
INTERMEDIAIRE ET RENOVATION D'UN
APPARTEMENT**

**133, LE GRAND CHEMIN
33550 HAUX**

CCTP - LOT N° 01 DEMOLITION

Maitre d'ouvrage

Commune de Haux

1 Route Départementale 239 Nord

33550 HAUX

Tel: 05 56 23 05 22

Mail: contact.mairie@haux33.fr

Maitrise d'œuvre

[Aspaï] architectes

62 rue Goya

33000 Bordeaux

Tel: 06 70 81 68 30

Mail: contact@aspai-architectes.com

CCTP - LOT n°01 DEMOLITION.....1

1. PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES.....3

A. Objet3

B. Définition du programme3

C. Définition du projet de base3

D. Pièces à produire3

E. Contenu des prix4

F. Dossier des Ouvrages Exécutés4

G. Sous traitance4

H. Pénalités de retard.....4

2. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES.....5

A. Généralités5

B. Prix unitaires5

C. Présentations des offres de prix5

D. Etanchéité à l'air de la construction5

E. Nettoyage - Evacuation des gravats5

F. Protection des ouvrages réalisés5

3. DESCRIPTION DES PRESTATIONS DE DEMOLITION5

A. Protection des environnants, mise en sécurité, préparations6

B. Dépose, démolition et évacuation RDC6

C. Dépose, démolition et évacuation R+1 - Tranche optionnelle.....6

D. Pièces à fournir par l'entreprise7

1. PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

A. Objet

Le présent document a pour but de définir, au stade du Dossier de Consultation des Entreprises (Dossier DCE), les prestations se rapportant au :

LOT N° 01 - DEMOLITION

Avant de remettre ses prix et afin de mieux apprécier l'étendue des prestations qui lui sont demandées, l'Entrepreneur devra se rendre sur place, faire une visite des lieux et proposer le cas échéant toutes sujétions, il devra également prendre connaissance des lieux et d'étudier dans son offre de prix tous les problèmes d'approvisionnement du chantier et accessibilité, installation et implantation du matériel de chantier, etc...

Aucun travail supplémentaire provenant du fait de la méconnaissance des lieux ne sera accepté.

B. Définition du programme

Le présent programme concerne le projet de RESTRUCTURATION D'UN PLANCHER INTERMEDIAIRE (FERME) et LA RÉNOVATION D'UN APPARTEMENT (OPTIONNEL) pour le compte de la commune de HAUX

L'établissement est un ERP de type N à RDC et un appartement de fonction au R+1.

L'effectif de l'établissement le classe en 5ème Catégorie.

C. Définition du projet de base

Le projet de base sera conforme aux plans, descriptifs et à toutes les pièces constituant le présent dossier.

Les indications de marques et référence de matériel sont données pour fixer un niveau de qualité ou de performances. Si l'entrepreneur propose d'autres matériels que ceux préconisés, il devra justifier que les matériels proposés sont de qualité et performance équivalentes

Pour certains types de matériel ayant des spécifications particulières (encombrements, technicité, etc...), il ne sera pas admis d'équivalence.

D. Pièces à produire

Le titulaire du présent lot devra, dans les délais qui seront fixés à la signature des marchés, fournir les éléments suivants :

A la signature du marché :

- indications des temps des différentes tâches pour l'établissement du planning ;
- liste des matériels et moyens mis à disposition pour la réalisation des travaux.

En cours de chantier :

- la fourniture des plans de détails et d'implantation des ouvrages ;
- tous documents techniques qui pourront lui être demandés par le Maître d'Oeuvre, le Bureau de Contrôle ou le Maître d'Ouvrage.

A la réception :

- la fourniture des plans des ouvrages tels qu'ils auront été mis en oeuvre et exécutés, qui seront remis au Maître d'Oeuvre pour l'établissement du Dossier des Ouvrages exécutés ;
- les éléments définis à l'article " Dossier des Ouvrages Exécutés " ci-après ;
- fournir en plus et en trois exemplaires au Maître d'Ouvrage un dossier complet comprenant les modifications apportées au dossier initial, les fiches techniques des matériaux employés, les fiches d'entretien des matériaux employés certifiés par le fabricant.

E. Contenu des prix

Pour l'établissement de son prix, l'entrepreneur devra considérer les conditions d'exécution des travaux et prendre parfaite connaissance de l'ensemble des pièces constituant le présent dossier.

Les entreprises ne pourront, en aucun cas, arguer de la méconnaissance des conditions particulières d'exécution pour obtenir des travaux supplémentaires.

L'entreprise du présent lot devra intégrer dans ses prix unitaires la mise en place d'un chauffage provisoire et temporaire des locaux pour une bonne réalisation de ses travaux (problèmes d'humidité en périodes froides, etc...).

Les entreprises devront tenir compte - pour l'établissement de leur prix - des remarques et obligations formulées dans le plan général de coordination (P.G.C.) fourni par le coordinateur Sécurité Santé.

Toutes les dispositions de sécurité et de protection de chantier seront incluses dans les offres.

F. Dossier des Ouvrages Exécutés

A la fin des travaux, l'entrepreneur devra remettre un dossier technique complet comprenant 3 exemplaires de l'ensemble des plans d'exécution mis à jour, dont un exemplaire " reproductible " + 1 dossier sur support informatique.

Ces plans retranscriront fidèlement les ouvrages tels qu'ils ont été exécutés (plans des ouvrages exécutés) avec repérage des matériaux mis en oeuvre.

Il devra aussi fournir une Attestation de conformité à toutes les règles d'exécution en vigueur.

G. Sous traitance

L'entreprise qui souhaiterait répondre à ce lot via la sous traitance d'une autre entreprise, devra remettre avec son offre un dossier administratif composé des éléments permettant d'assurer la compétence de l'entreprise sous traitée.

Le dossier devra être composée des éléments suivants :

- Contrat de sous traitance mentionnant le lot et le projet du Cabinet Médical
- La copie de leurs attestations d'assurance à jour
- Une déclaration sur l'honneur du gérant certifiant que ce dernier est à jour de toutes ses obligations fiscales et sociales en ce qui concerne son entreprise.
- Une déclaration sur l'honneur du gérant certifiant que l'ensemble du travail réalisé dans le cadre de ce chantier sera réalisé par du personnel salarié employé régulièrement aux regards des articles L 143-3 et L 620-3 du code du travail.
- Les attestations professionnelles et les qualifications relatives aux travaux projetés et décrits dans le présent document de consultation.

La sous traitance est possible pour une partie des missions de ce lot mais n'est pas autorisée pour la totalité du lot, selon la loi du 31 décembre 1975. De plus, la maîtrise d'ouvrage exige que les tâches principales du lot soient impérativement réalisées par l'entreprise répondant au marché et non par une entreprise en sous traitance (art. L2193-3 CCP).

H. Pénalités de retard

En cas de retard dans l'exécution des travaux, qu'il s'agisse de l'ensemble du marché ou d'une tranche pour laquelle un délai d'exécution partiel ou une date limite a été fixé, il sera appliqué une pénalité journalière de 1/1000 du montant de l'ensemble du marché ou de la tranche considérée. Ce montant est celui qui résulte des prévisions du marché, c'est à dire du marché initial éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus.

Le montant des pénalités sera plafonné à 5 % du montant du marché.

Les pénalités seront encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'oeuvre.

2. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

A. Généralités

Les travaux à la charge du présent lot comprendront la réalisation des ouvrages désignés ci après, conformément aux D.T.U., aux avis techniques relatifs aux matériaux à mettre en œuvre et aux Règles de l'Art.

Il est explicitement précisé que la responsabilité de l'Entrepreneur relative à la réalisation de ses ouvrages, inclus l'obtention des performances nécessaires à leur usage normal et à l'exécution de tous travaux, même non décrits, liés à cette réalisation.

B. Prix unitaires

Les prix unitaires comprendront les études nécessaires, la fourniture, le transport à pied d'œuvre, le déchargement, le montage et la mise en œuvre des matériaux et fournitures, les pertes et déchets éventuels, les échafaudages nécessaires, le nettoyage des locaux, l'enlèvement des déchets et résidus des matériaux fournis et mise en œuvre et tous les frais éventuels prévus au Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux travaux de bâtiment faisant l'objet de marchés publics.

C. Présentations des offres de prix

Les offres de prix devront impérativement respecter les articles du cadre quantitatif ci-après. Les travaux supplémentaires jugés indispensables par l'Entreprise seront chiffrés à part.

D. Etanchéité à l'air de la construction

Les matériaux et principes constructifs mis en œuvre seront conformes à l'étude thermique.

Les entreprises devront réaliser leurs travaux de façon à atteindre la valeur de perméabilité à l'air suivante :

Selon documentation technique

Tout ouvrage non conforme sera repris sans restriction par les entreprises concernées pour atteindre l'objectif thermique attendu.

Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de faire réaliser des Tests d'étanchéité à l'air de la construction, ce à ses frais.

E. Nettoyage - Evacuation des gravats

L'entreprise devra assurer le nettoyage après chacune de ses interventions. Le Maître d'Ouvre imposera aux entreprises un nettoyage régulier, voir quotidien, lors des travaux.

En cas de non-exécution, un nettoyage sera assuré par une entreprise spécialisée et porté au compte de ou des entreprises défaillantes.

F. Protection des ouvrages réalisés

L'entrepreneur assurera pendant la durée des travaux, jusqu'à réception, la protection efficace de tous les ouvrages et matériels exécutés ou mis en place par ses soins.

L'entrepreneur sera responsable et aura donc à sa charge tous les frais de reprise et remise en état dus à un manque de protection des ouvrages.

3. DESCRIPTION DES PRESTATIONS DE DEMOLITION

Les travaux de démolition concernent exclusivement :

RESTRUCTURATION D'UN PLANCHER INTERMEDIAIRE

133 Le Grand Chemin

33550 Haux

- le plancher intermédiaire à réparer (démolition partielle et préparation avant renforcement),
- l'étage complet, destiné à être rénové intégralement.

Le rez-de-chaussée est conservé et doit être strictement protégé durant toute la phase de travaux.

L'entreprise est tenue de consulter tous les diagnostics réalisés sur le site (structurel, amiante, plomb, termite etc.). Si certains éléments venaient à lui manquer, il devra le signaler au plus tard à la remise de son offre.

Les travaux seront exécutés conformément :

- aux règles de l'art et DTU en vigueur,
- aux prescriptions du Code du travail (notamment prévention des risques liés à l'amiante et au plomb),
- aux normes NF applicables,
- aux consignes du maître d'œuvre et du coordinateur SPS.

A. Protection des environnants, mise en sécurité, préparations

- Reconnaissance préalable des structures et des réseaux existants.
- Protection et mise hors d'eau / hors poussière des zones conservées (RDC).
- Dépose et stockage des éléments réemployables (menuiseries, garde-corps, équipements sanitaires, etc.).
- Mise en place de clôtures de chantier, signalisation et zones de tri des déchets.
- L'entreprise devra s'assurer que l'ensemble des réseaux ont été mis en sécurité par les lots réseaux avant d'intervenir.
- Étalement et stabilisation provisoire des structures conservées avant toute intervention.
- Respect strict des règles de sécurité collective et individuelle.
- Interdiction d'intervenir sur matériaux susceptibles de contenir de l'amiante ou du plomb sans diagnostic préalable.

Les poussières et nuisances sonores seront limitées par des dispositifs adaptés (aspiration, arrosage, écrans, plages horaires).

B. Dépose, démolition et évacuation RDC

Démolition localisée des portions non structurelles du plancher intermédiaire nécessaires à l'intervention du lot en charge de son renforcement :

- faux plafond et tous les éléments réseaux qu'il comprend et soutien. Consignation des équipements réemployables.
- Le vaisselier au dessus du bar sera déposé par le maître d'ouvrage ou l'exploitant avant l'intervention de la présente entreprise.

Localisation : PH RDC

C. Dépose, démolition et évacuation R+1 - Tranche optionnelle

Démolition sélective de tous les éléments non porteurs à l'étage : cloisons, doublages, plafonds, faux-plafonds, revêtements de sol et murs.

- Dépose complète des menuiseries intérieures, équipements électriques et sanitaires existants à l'étage.
- Démontage des conduits et réseaux hors service (eaux, électricité, ventilation).
- Dépose du sol jusqu'au solives sur l'ensemble du niveau
- Curage complet des volumes avant réhabilitation.

Localisation : ensemble du R+1

la dépose du puit de jour sera à la charge du lot charpente/couverture.

Évacuation de tous les éléments déposés et démolis :

- tri sélectif des déchets selon la réglementation en vigueur
- cheminement vers filières agréées avec bordereaux de suivi.
- nettoyage complet des zones en fin d'intervention. Réception des travaux de démolition après inspection visuelle et nettoyage complet.
- Contrôle des structures après dépose, avant remise en état ou reconstruction.

D. Pièces à fournir par l'entreprise

- Note méthodologique de phasage des démolitions.
- Présentation au maître d'œuvre d'un PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé) avant démarrage
- Attestations de destination des déchets.
- Plans d'étalement et de sécurité.
- Certificats de non-présence d'amiante/plomb (si applicables).